

- Les droits du travail baroués, ça suffit !
- Les ouvriers méprisés, maltraités, ça suffit !
- Les fonctionnaires utilisés pour persécuter les gens ça suffit !

Quiconque travaille doit avoir les droits de son travail !

Les droits doivent être les mêmes pour tous, sinon ce n'est plus des droits mais des privilèges!

Le pays, c'est tous les gens qui y vivent !

MAINTENIR LES DROITS LIES AU TRAVAIL PASSE OBLIGATOIREMENT PAR REGULARISER LES OUVRIERS SANS-PAPIERS !

MANIFESTATION samedi 1er octobre, place du Capitole, 15 heures

Nous sommes là, nous travaillons sans aucun droit dans les secteurs déficitaires en main d'œuvre : le bâtiment, l'agriculture, les travaux publics, les services aux personnes...

Tous les gouvernements, celui de Chirac/Jospin comme celui de Chirac/V/Illepin/Sarkozy le savent ou le savaient.

Un rapport récent de l'INSEE confirme que 85% des sans-papiers travaillent.

Pourtant, le gouvernement refuse d'en tenir compte et d'autoriser les ouvriers sans-papiers à travailler en règle, déclarés en les régularisant. Pourquoi?

*** Est-ce que c'est économique, parce que ça coûterait trop cher de nous régulariser ?**

Non, au contraire, ce serait une bouffée d'oxygène pour l'économie: l'Espagne a encaissé plusieurs millions d'euros de cotisations nouvelles suite à la régularisation des sans-papiers par le travail.

De plus cela libérerait des milliers de fonctionnaires actuellement utilisés pour persécuter les sans papiers dans les préfectures, les commissariats ou les tribunaux.

*** Est-ce que nous régulariser renforcerait le chômage?** Bien sûr que non, nous sommes déjà là, nous travaillons déjà, nous ne prenons le travail de personne.

Alors pourquoi le gouvernement ne veut pas nous reconnaître comme des ouvriers du pays, pourquoi ne veut-il pas nous donner les droits de notre travail?

Nous pensons que c'est au fond une décision politique, dirigée contre les ouvriers et contre le pays.

Il s'agit de casser le lien entre travail et droits du travail. Régulariser les ouvriers sans-papiers, c'est reconnaître ce lien. Les persécuter, c'est au contraire affirmer que le travail ne doit plus procurer de droit. C'est le discours qu'on entend tous les jours, c'est le sens des nouveaux contrats de 2 ans et des autres mesures annoncées.

Mais c'est aussi une politique dirigée contre le pays, c'est-à-dire contre l'ensemble des gens du pays :

Parce que c'est une politique qui développe l'inégalité et l'injustice: des ouvriers qui font le même travail se retrouvent avec des droits différents parce qu'ils ont des statuts différents : avec ou sans-papiers, mais aussi contractuel, intérimaire, fixe, etc....

Les droits, ce n'est pas la paye, ce n'est pas dans l'entreprise seulement, c'est partout. Par exemple, cela veut dire que certains ont le droit à un HLM, les autres non, certains ont droit à la sécu, au chômage, à la retraite, les autres non... Ca s'étend aux enfants, aux conjoints...et cette situation là touche de plus en plus de gens, pas seulement les sans papiers, mais les familles pauvres en général.

C'est aussi une politique raciale et discriminatoire : les ouvriers en France, ceux qui font les travaux pénibles sont souvent d'origine étrangère, arabes, noirs, asiatiques. Les contrôles au faciès, les arrestations d'ouvriers sans-papiers, les déclarations incessantes des ministres rendant les sans-papiers responsables de tous les problèmes, l'amalgame avec l'extrémisme religieux musulman, tout cela contribue à désigner une partie de la population comme « étrangère », (voire « ennemie ») au reste du pays.

Nous vous proposons une autre politique, autour de l'idée que le pays est commun à tous les gens qui y vivent, quelle que soit leur nationalité. C'est les habitants qui font le pays, au moins autant que les gouvernements.

Nous sommes ouvriers sans papiers, mais nous sommes d'ici, parce que nous y vivons et y travaillons. Notre bataille pour les droits pour tous vous concerne aussi. La régularisation par le travail fait progresser les droits pour tous les ouvriers.

Dans cette bataille, nous comptons sur nous-mêmes, chacun est à égalité avec les autres, et cela nous permet de travailler ensemble, nationalités différentes, hommes et femmes, dans le respect. Ca prouve que notre idée du pays qui rassemble et unit est possible.

Le 22 juin, nous avons pour la première fois organisé une grève des ouvriers sans-papiers à Toulouse avec manifestation et délégation de sans-papiers à la préfecture pour demander la régularisation sur la base du travail, comme en Espagne.

Dans la suite de cette grève, nous appelons chacun à participer à notre prochaine initiative :

MANIFESTATION SAMEDI 1^{ER} OCTOBRE 15 H PLACE DU CAPITOLE

Sur le thème : **Qui travaille ou a travaillé doit avoir des droits !**

Le travail, ça compte ! L'ouvrier compte !

Regularisation des ouvriers sans-papiers !

Le pays, c'est les gens qui l'habitent !

Le Rassemblement des ouvriers sans-papiers, gens d'ici, et leurs amis

Pour nous contacter : Tous les dimanches de 11h à 12 au marché Saint-sernin ; Tél. : 06-13-06-94-62 ;